

LE PROCESSUS DU DÉCLENCEMENT DE LA DEUXIÈME PHASE DE LA GUERRE DU RIF : LE CONFLIT FRANCO-RIFAIN

Mohamed Kharchich*

Il est certain que la guerre franco-rifaine déclenchée le 13 Avril 1925 fut l'aboutissement d'un processus qui commença dès 1921. L'évolution de la situation depuis cette date nous montre d'une manière claire les causes qui ont débouché sur l'explosion d'une situation qui ne cessait de s'aggraver au fil des années, notamment après l'avance française de mai 1924. La revendication de la tribu Beni Zeroual par les deux protagonistes, en l'occurrence les dirigeants français et rifains, empêchait tout règlement pacifique du problème d'autant plus que les deux parties étaient conscientes de l'importance politico-stratégique et économique de cette tribu.

La version officielle rifaine, formulée par Azerkane dans ses mémoires, se résume ainsi : les responsables rifains étaient obligés d'intervenir après les agissements intenses des autorités françaises dans la tribu Beni Zeroual surtout par le biais de leur « serviteur » le Sharîf Derqawi. Celui-ci pratiquait une politique de terreur et de répression envers tous les sympathisants du mouvement rifain ; il envoyait des lettres aux notables de nombreuses tribus, les incitant ainsi à se retourner contre les Rifains et à se rallier aux Français¹. Mais ces derniers ne tardèrent pas, selon un émissaire d'Abdelkrim², à envoyer des lettres au leader rifain pour lui apporter leur soutien. Après quoi,

*. Professeur d'histoire à la Faculté des Lettres et Sciences Humaines, Université de Tétouan, Maroc.

1. Azerkane, *Addil alwarif fi moharabat arrif* – bibliothèque Dawdiya – Tétouan p141.

2. Ali Khamlichi, un Rifain qui résidait à Tanger et qui servait d'émissaire pour Abdelkrim.

celui-ci ordonna à ses harkât d'occuper la tribu Beni Zeroual pour châtier le Sharîf.

L'envoyé d'Abdelkrim, Haddou Ben Hammou, avait auparavant fait savoir à Gabrielli que les Rifains ne pouvaient en aucun cas accepter une nouvelle avance française dans la tribu Beni Zeroual, du moins avant de régler le problème des frontières entre les deux zones.

La situation s'aggrava de plus en plus après le rejet par la Résidence générale de la proposition rifaine concernant la délimitation des frontières. En outre, les autorités françaises étaient incapables de s'attaquer au prestige et à l'influence d'Abdelkrim ainsi qu'au « danger croissant que présente l'extension de la principauté rifaine »³. Les Rifains avaient bien compris la tactique française qui visait à les mettre devant « le fait accompli ». Cette politique avait donné ses fruits le 27 mai 1924 avec le succès quasi-total de l'avance française sur la rive droite de l'Ouergha. Mais, cette fois les Rifains prirent l'initiative d'occuper l'intégralité du territoire de la tribu Beni Zeroual.

C'est dans ce contexte que le 12 avril 1925, trois harkât rifaines se massent à la limite de la tribu pour déclencher leur offensive sur les Beni Zeroual et sur Amjot, la localité du Sharîf Derqawi.

L'avance sur la rive droite de l'Ouergha, un projet longuement reporté

Assurément, malgré le déclenchement de la guerre hispano-rifaine en 1921, le front nord (la vallée de l'Ouergha) était considéré jusqu'en 1923 comme un front passif. Cependant, avant que le maréchal Lyautey⁴ ne décide au début de l'année 1924 le franchissement de l'Ouergha, ce front avait déjà fait l'objet de nombreuses correspondances entre la résidence générale et le Quai d'Orsay.

Dès que les Rifains avaient commencé leurs contacts avec les tribus riveraines de l'Ouergha, et dès les premiers affrontements entre les harkât rifaines et les hommes d'Abdelmalek et d'Amar

1. Robert Montagne. « Abdelkrim ». *Revue politique étrangère*, pp.301-324, juillet 1947, pp. 309-310.

4. Hubert Lyautey, (1854-1934). Officier pendant les guerres de conquête coloniale. En 1912 premier résident général du protectorat français au Maroc. Ministre de la guerre lors de la Première Guerre Mondiale, puis maréchal de France en 1921. (NDLR).

d'Hamidou, le ministre des affaires étrangères tint à préciser au maréchal Lyautey, et ce en réponse à une lettre de celui-ci qui soulevait ce problème, que le gouvernement ne pourrait en aucun cas renoncer à la possession des tribus de la rive droite de l'Ouergha, « qui font nettement partie de la zone confiée à la France par les traités et pour lesquelles ils n'admettaient aucune contestation ».

Entre la bataille d'Anoual (juillet 1921) et l'occupation par la France des points stratégiques dans la vallée de l'Ouergha (mai 1924), la situation dans la région avait connu une évolution considérable. C'est là que résident selon nous les causes de l'éclatement du conflit mais aussi les faits qui ont retardé jusqu'au 27 mai 1924 l'avance française.

Les projets prioritaires de la France et la réduction des effectifs militaires

Il est vrai que la position du gouvernement français était claire concernant son droit sur les tribus de la rive droite de l'Ouergha. Mais, entre 1921 et 1923, il ne pouvait procéder à une telle occupation, notamment à cause de l'engagement de la quasi-totalité des forces du Protectorat dans la "pacification" d'autres régions, dont la région de Taza et Ouezzan.

C'est pour cela que le ministre des affaires étrangères ordonne au Maréchal Lyautey d'entrer en pourparlers avec Abdelkrim pour lui faire comprendre que son intérêt final est d'éviter tout conflit avec la France.⁵

Il ne faut pas oublier d'ajouter à cela la baisse des crédits et des effectifs militaires décidée entre 1921 et 1925 par le gouvernement français en raison des charges budgétaires ainsi que la détermination de Lyautey lui-même à ne pas s'engager dans « le guépier rifain ».

Certes, cette réduction décidée par les autorités métropolitaines était subie plutôt que voulue par le maréchal Lyautey qui sera obligé de préparer les opérations de l'Ouergha sur ces nouveaux faits. Mais, il fallait avant tout achever la "pacification" de la tâche de Taza et de la région d'Ouezzan.

5. Archives des affaires étrangères (Quai d'Orsay) Paris, AAE 477 Dépêche n° 208-209. Paris 22 juillet 1922. Du Ministre des affaires étrangères au Maréchal Lyautey.

L'échec de l'action politique française et la mise en œuvre du projet d'occupation

Dès le début de l'année 1924, la situation entre les deux zones (française et espagnole) avait pris un tournant grave et décisif.

Amar Hamidou et le caïd Medbouh, les "alliés" de la France, subirent un échec flagrant face aux combattants rifains, ce qui les obligea à se réfugier dans la zone française. La conséquence immédiate en fut la mainmise d'Abdelkrim chez les Marnissa et les Gzenaia.

A l'ouest, si les Beni Zeroual « sous le commandement » du Sharîf Derqawi résistaient aux diverses tentatives d'Abdelkrim, la tribu des Beni Ahmed limitrophe (au nord) s'était par contre ralliée à la résistance rifaine.

Entre 1922 et 1924, l'action qui constituait la pierre angulaire de la politique française dans le front nord ne suffisait plus à garantir la présence de la France dans cette région et la sauvegarde de ses intérêts politico-stratégiques.

Cette vérité établie va pousser le maréchal Lyautey à mettre au point le plan d'occupation de la rive droite de l'Ouergha qui avait été reporté à maintes reprises du fait d'autres projets prioritaires, dont le contrôle de la tâche de Taza où les Français avaient engagé des moyens militaires considérables sans parvenir à la réduire entièrement.

On peut dire que l'occupation des points stratégiques de la vallée de l'Ouergha devint en 1924 une nécessité pour le maréchal Lyautey. Il voyait en effet avec inquiétude la cote d'Abdelkrim monter parmi les tribus de l'Ouergha, et jusque chez celles qui étaient soumises à l'autorité de la France⁶.

Depuis lors, il n'a de cesse d'attirer l'attention du gouvernement sur la gravité de la situation et les mesures qu'il comptait prendre pour contrecarrer « la propagande nationaliste et xénophobe » qui s'était accentuée depuis des mois et qui pouvait compromettre tout le travail accompli par la France depuis des années⁷.

6. AAE 479 n° 53, Bulletin périodique. Rabat 19 janvier 1924. Du résident général au Quai d'Orsay.

7. AAE 479 n° 70. Rabat, 28 Janvier 1924. Du maréchal Lyautey au Quai d'Orsay.

Le 13 février 1924, dans un rapport adressé au Quai d'Orsay, Lyautey avait mis l'accent sur le prestige d'Abdelkrim dans toute la vallée de l'Ouergha, surtout après la défaite infligée aux hommes d'Amar d'Hamidou (Marnissa) et du caïd Medbouh (Gzenaia) par les hârkat rifaines. Il conclut alors : « *Notre situation restera des plus délicates (...) tant que nous ne tiendrons pas les hauteurs de la rive du moyen Ouergha au débouché de cette rivière, dans la région qui avoisine notre poste actuel de Mediouna, un barrage qui empêche les hordes rifaines de descendre dans la direction de Fès et menacer cette capitale religieuse du Maroc...* »⁸.

Cette conclusion de Lyautey montre bien qu'il prévoyait déjà une attaque rifaine contre la ville de Fès. Par conséquent, sa préoccupation ne se limitait guère à la seule région de l'Ouergha, parce que l'évolution avait pris un tour qui n'était pas prévu du fait de la soumission des tribus riveraines à Abdelkrim. Celui-ci les avait réorganisées et avait nommé à leur tête des caïds. De telles mesures pouvaient atténuer les rivalités qui existaient et conduire à une cohésion effective et à un « sentiment d'autonomie ». Ces initiatives ne pouvaient que compliquer la tâche des autorités françaises, d'autant que les contacts d'Abdelkrim avec les « dissidents » de la tâche de Taza allaient en s'intensifiant. Ce qui a fini par aboutir à l'arrêt « immédiat » de la soumission des tribus qui connaissait auparavant une « constante progression »⁹.

Aux yeux de Lyautey, Abdelkrim présentait un danger permanent pour la France, non seulement à cause de son incitation continue à la résistance des tribus jusqu'alors fidèlement soumises, mais aussi parce le rôle de champion de l'indépendance et de l'Islam dans le Rif qu'il jouait ne faisait que renforcer son prestige¹⁰.

Pour régler ce problème qui menaçait non seulement les intérêts français dans les tribus de l'Ouergha mais aussi la sécurité et la stabilité de toute la zone française, les autorités vont opter pour l'occupation dans le plus bref délai des points stratégiques. Ils comptaient ainsi se mettre à l'abri d'une éventuelle offensive des harkât rifaines

8. AAE 479. Rabat, 13 février 1924. Du Maréchal Lyautey au ministre des affaires étrangères. P.160.

9. AAE 479 n° 135. Rabat, 17 mars 1924. De la Résidence générale au ministre des affaires étrangères.

10. AAE 479. Rabat, le 13 février 1924 p.160.

sur le « Maroc français » et redonner confiance à « leurs agents » déçus après l'échec flagrant qu'Abdelkrim leur avait infligé¹¹.

Dans le bulletin périodique adressé au président du conseil le 27 février 1924, le commissaire résident général insiste beaucoup sur l'influence prépondérante d'Abdelkrim sur les tribus riveraines et la pression de celui-ci qui devenait de plus en plus vive sur ces dernières.

On notera la visite marquante de Lyautey à la ville de Fès afin d'examiner sur place la question et prendre les mesures nécessaires devant la gravité de la situation.¹² après quoi, il indique qu'il ne saurait retarder davantage le moment d'exercer sur le front de l'Ouergha les droits incontestables que lui donnent les traités¹³.

Le 27 mars 1924, Si Seddik Elkhamlichi¹⁴ quitte la ville de Fès en direction d'Ajdir pour expliquer au leader rifain l'intention des Français d'occuper certains postes relevant de la zone accordée à ces derniers par les traités internationaux.

La réponse des responsables rifains à l'émissaire des autorités françaises était claire et précise : les Français doivent se rendre compte que les dirigeants rifains ont toujours cherché à bâtir des liens étroits et des relations privilégiées avec eux, basées sur le respect et l'estime mutuels. Pour cela, il était indispensable d'entamer de sérieux pourparlers¹⁵.

Au mois d'avril, de violents combats éclatent entre les forces d'Abdelkrim et les hommes d'Abderrahmane Derqawi, le fidèle « serviteur » de la France. Celui-ci avait organisé une résistance contre Abdelkrim qui s'apprêtait, selon Lyautey, à lever des contingents parmi les tribus pour faire face aux contre-attaques des forces espagnoles¹⁶.

11. « ... Tout retard nouveau aurait pour conséquence de laisser les tribus dont il s'agit, dans l'incertitude la plus complète sur nos intentions futures et cette incertitude finirait par les jeter dans les bras d'Abdelkrim. Plus tard, pour les conquérir, nous serions obligés à une action militaire beaucoup plus difficile qui exigerait beaucoup plus de moyens et de crédits et qui ne serait pas sans risque... » Archives du ministre de la guerre (château de Vincennes Paris) AMG 3H602. Lettre n° 532 datée à Fès, le 22 mars 1924. De Lyautey au président du Conseil, p.3.

12. AAE 480. Télégramme n° 135. Rabat 17 mars 1924. De Lyautey à Poincaré.

13. AMG 3H602. Lettre n° 532. Déjà cité, p2.

14. Un notable et commerçant de Fès « très honorablement connu d'Abdelkrim ». Cf, Hubert Jacques, *L'aventure rifaine et ses dessous politiques*. Ed. Bossard, Paris, P31.

15. L'émissaire des autorités françaises a été reçu par Abdeslam Al Khattabi (l'oncle d'Abdelkrim et ministre des finances...) et par M'hamed Al Khattabi (le frère d'Abdelkrim). *Idem*.

16. AAE 480. Bulletin périodique du 10 avril 1924, adressé du Maréchal Lyautey à Poincaré, pp. 3-6.

Pendant le déroulement des combats entre les harkât des deux parties, le notable fassi, sous les ordres des autorités françaises, va reprendre le chemin pour faire connaître aux Rifains la volonté des Français de recevoir un émissaire accrédité d'Abdelkrim¹⁷.

Le 9 mai, le délégué rifain, le caïd Ali Ben Haddou, connu sous le nom d'Allouche arrive à Fès chargé, par Abdelkrim, d'expliquer aux autorités françaises la position des Rifains à l'égard d'une éventuelle avance française :

Premièrement : avant d'entamer cette avance, les Rifains voulaient connaître avec précision les limites de la zone française.

Deuxièmement : s'il se révélait que les Rifains occupaient des territoires relevant de la zone française, ils pourraient les évacuer à condition que les autorités françaises leur accordent le temps nécessaire pour convaincre les tribus « en lançant une campagne de sensibilisation » dans les souks afin que tout le monde soit au courant et que cette évacuation s'effectue sans incident ainsi sans compromette le prestige du chef rifain¹⁸.

Après avoir entendu les explications fournies par les autorités françaises, Allouche regagna le Rif pour rapporter au leader rifain contenu de ses entretiens avec ces derniers.

Lorsqu'il retourna une deuxième fois à Fès, pour demander aux français, au nom du chef rifain, de reporter la date de leur avance sur la rive droite de l'Ouergha et leur affirmer que les Rifains ne formulaient aucune contestation concernant les frontières entre les deux zones après les éclaircissements français, l'avance française avait déjà eu lieu le 27 mai 1924 c'est à dire avant son arrivée à Fès.

Cependant, avant la mise en application de cette avance, Abdelkrim avait reçu des notables de deux tribus : Beni Ahmed et Beni Mestara qui vinrent manifester le désir des deux tribus respectives de se rallier à son autorité.

17. il quitta Fès le 25 avril pour une durée de 10 jours. Il était de retour à Fès le 5 mai 1924. « ... des combats acharnés se succèdent durant le 17 - 29 et 30 avril. Le 1^{er}, 4 et 9 mai. Les derniers engagements sont décisifs et les Rifains ont perdu une certaine de tués et un nombre triple de blessés ». Hubert Jacques : *op. cit.*, p. 34.

18. Azerkane, *op cit.*, pp. 130-131.

D'après Azerkane, Abdelkrim avait accepté de nommer un caïd chez les Beni Ahmed parce que ceux-ci faisaient partie de la zone espagnole; par contre, il avait expliqué aux notables des Beni Mestara qu'il ne pouvait procéder à une pareille nomination chez eux, du moins dans l'immédiat, parce que leur tribu relevait de la zone française¹⁹.

Les autorités françaises, quant à elles, n'attendaient que le moment opportun pour effectuer leur avance. Les deux mois (avril et mai 1924) connaissaient une intensification des combats hispano-rifains dans la zone orientale. Cette situation obligea Abdelkrim à rappeler les contingents se trouvant jusqu'alors en territoire Marnissa et Sanhadja.

Le Maréchal Lyautey résuma l'ampleur des combats engagés en disant : « ...Abdelkrim paraît sérieusement accroché pour le moment au front espagnol de Tafersit où malgré ses efforts, il ne remporte aucun avantage marqué »²⁰. La même chose pour les Espagnols qui ne pouvaient que « fermer les yeux » sur les actions françaises en bordure de la zone²¹.

En tout cas, au mois de mai 1924, toutes les conditions étaient réunies pour garantir le succès de cette opération, qui a été classée depuis des années pour les raisons qu'on a exposées, sans courir le risque d'avoir les Rifains en face, notamment, après le travail précieux effectuée par le Sharîf Derqawi.

Tout cela, nous pousse à croire que l'ouverture des Français envers les Rifains, l'envoi de leur émissaire à deux reprises dans le Rif et l'accueil « semi-officiel » réservé au délégué rifain à Fès, n'était qu'une tactique bien définie et préparée pour détourner l'attention des Rifains et les mettre en fin de compte devant le fait accompli ; C'est-à-dire l'occupation des points stratégiques sur la rive droite de l'Ouergha. Sinon, peut-on trouver une autre explication logique à l'avance des forces françaises pendant que des négociations venaient d'être entreprises sur ce point ?

19. Azerkane, *op. cit.* p.122. Abdelkrim avait nommé le Sharîf Sidi Mohamed Meslouhi El Bouhmidî Caïd sur les Beni Ahmed.

20. AAE 480 n° 170. Bulletin périodique du 10 avril adressé au Quai d'Orsay par le Maréchal Lyautey.

21. AMG 3H602 lettre n° 532, déjà citée, p.3.

Les autorités françaises comptaient sur la surprise et la rapidité des mouvements pour assurer le succès des opérations. Pour cela, elles effectuèrent une préparation préliminaire à l'arrière avant d'entreprendre l'avance sur l'Ouergha. Toutes les forces furent rassemblées à Ain Aicha sous les ordres du général de Chambrun²².

Parallèlement à cette préparation militaire, l'action politique fut intensifiée auprès des tribus de la rive droite de l'Ouergha pour les inciter et les convaincre à se soumettre au « Makhzen ».

En un mot, dans cette affaire, les autorités françaises ont su « montrer la force pour éviter de s'en servir » en choisissant le moment opportun pour entamer leur avance après une préparation minutieuse.

La question des Beni Zeroual et le déclenchement du conflit.

Depuis la fin du mois de mai 1924, c'est-à-dire l'occupation par la France des points stratégiques sur la rive droite de l'Ouergha, une nouvelle phase s'ouvrit : celle de l'alerte totale de la part des deux parties : Abdelkrim qui n'avait pas apprécié du tout le calendrier choisi par les Français pour effectuer leur avance, riposta par l'envoi d'une harka aux frontières entre Sanhadja de Srair et M'tioua sous les ordres du caïd Allouch El Ouriaghli²³.

D'autre part, les Français après le succès indiscutable de leur avance et l'occupation sans incident des points stratégiques, ne pouvaient – cette fois – permettre à Abdelkrim de consolider son autorité chez les Beni Zeroual le fief des Shurfa Derqawa, les fidèles amis de la France.

Parallèlement, Abdelkrim ordonna à son ministre de la défense en l'occurrence Ahmed Boudra d'établir un recensement de l'armement disponible dans le Rif et chez les Ghomara. Le nombre recensé s'était avéré insuffisant pour affronter un adversaire de taille comme la France.

Après quoi, il a été décidé de préparer des assauts sur les lignes militaires espagnoles afin de tenter de combler cette carence et satisfaire les besoins des combattants rifains pour affronter les forces coloniales.

22. AAE 479. Rabat le 26 janvier 1924. Du Maréchal Lyautey à diplomatie et guerre, p.45.

23. Azerkane, op. cit. p. 131.

Ces assauts avaient permis aux Rifains, selon Azerkane, de prendre possession d'un arsenal de guerre considérable après l'encerclement méthodique des casernes espagnoles²⁴.

La conséquence immédiate de l'avance française, fut le soulèvement de nombreuses tribus avoisinantes et en particulier les Gzenaia, les Senhadja de Srair, les M'tioua et les Beni Oulid. Cette situation déboucha sur des affrontements entre ces tribus insoumises, soutenues bien entendu par les harkat rifaines se trouvant sur place, et les forces françaises.

Des combats éclatèrent dès le mois de juin et s'intensifièrent pendant le mois de juillet et août²⁵. Mais, les deux parties ne voulaient pas une propagation du conflit.

L'importance politico-stratégique et économique de la tribu Beni Zeroual.

Il suffit de savoir la position géographique de cette tribu pour se rendre compte de son importance²⁶. Elle représentait un intérêt particulier aux yeux des autorités françaises. Avant tout ; celles-ci bénéficiaient du soutien de plus grand personnage influent dans le tribu le Sharîf Abderrahmane Derqawi²⁷. La fidélité de celui-ci s'était consolidée après le déclenchement de la guerre hispano-rifaine par l'opposition rigoureuse et acharnée de ce dernier aux tentatives consécutives des Rifains. Par ailleurs, l'achèvement de l'avance française au nord de l'Ouergha et l'occupation de quelques fractions des Beni Zeroual à partir du mois de septembre 1924 aboutirent

24. Les Rifains encerclaient les casernes de tous les côtés d'où ils pouvaient s'approvisionner. Un exemple cité par Azerkane nous montre l'efficacité de cette tactique, il concerne la grande caserne d'Afrao (dans la tribu des Beni Saïd) qu'un millier de *Mujâhidin* avait encerclée pour une vingtaine de jours, après quoi, les soldats commençaient à s'enfuir en laissant derrière eux un butin considérable en armes et des prisonniers bien entendu. Azerkane, *op. cit.*, p.117.

25. Hubert Jacques, *op. cit.*, pp. 51-54.

26. Les tribus qui la confinent : à l'Ouest : Ghzaoua et Beni Mestara, à l'est : les M'tioua et Mezraoua A la frontière nord : Beni Ahmed, Béni Khaled et Senhaja de Srair, au sud : Béni Ouriaguel et Jaia.

27. A vrai dire, c'était son fils aîné, Mohamed, qui s'occupait de la mise en application de tous les projets négociés avec les Français, parce que son père était âgé et ne pouvait se déplacer régulièrement ; mais, c'était ce dernier qui assurait la continuité grâce à son prestige historique et son influence religieuse due aux activités de sa zaouïa d'Amjot et sa réputation grandiose parmi la population de la région.

à un ébranlement sensible de son autorité. La même personne qui, en 1920 arrivait à rassembler la quasi-totalité des notables de la tribu à « Kelaa de Sless » pour effectuer leur soumission aux autorités françaises²⁸, se retrouvait, à la fin de l'année 1924 et au début de 1925, dans une situation critique et radicalement différente à celle d'auparavant.

Un mouvement spontané éclata dans les diverses fractions comme signe de protestation contre les agissements français dans la tribu et pour dénoncer l'attitude défailante de Sharif²⁹.

La réaction française fut immédiate et brutale en installant des canons en direction des fractions citées ci-dessous pour les intimider sans toutefois, tenter de pousser l'avance. Car, « Les Béni Zeroual sont seuls, les Rifaines ont entamé une grande offensive sur le front espagnol et y engagent tous leurs effectifs³⁰. Le maintien des Beni Zeroual sous l'obédience française était indispensable pour le Protectorat français pour les raisons suivantes :

Primo : pour empêcher, la jonction de la résistance de l'ouest (Béni Mestara-Ghzaoua) et celle de l'est (Marnissa et Gzenaia) ; et c'est dans cette optique que la France avait procédé à l'occupation des Beni Kacem en septembre 1924. Ce qui lui permit d'assurer l'alignement des Beni Zeroual au cercle d'Ouezzan.

La fraction limitrophe aux Beni Ahmed, était parfaitement fidèle à Abdelkrim du fait que sa position géographique ne permettait pas aux Français de nouer des contacts approfondis avec ses notables, ce qui « a permis au Rif d'y trouver ses meilleurs adeptes et c'est là que se trouvent les foyers d'agitation les plus actifs. »³¹

Secundo : l'occupation des Beni Zeroual était conçue, avant tout, pour protéger et aider un allié de longue date qui traversait une période difficile et grave.

28. AMG 3H438. Rapport déjà cité, p.8.

29. *Ibid.*, pp 20-25.

30. AMG 3H438. Notice n° 1154 déjà citée, p.11.

31. *Ibid.*, p.18.

Tertio : la mise en œuvre du nouveau programme du directoire qui consistait à se replier aux abords de Tétouan et Melilla. Ce retrait humiliant des Espagnols, quoi qu'il ait été tactique et dicté en grande partie par la situation intérieure, mit en évidence la faiblesse de l'Espagne et son incapacité à régler, à elle seule, le problème rifain. En conséquence, « le prestige d'Abdelkrim a grandi dans des proportions formidables, il est devenu le centre d'attraction nationaliste »³².

En plus, selon l'attaché militaire à l'ambassade française à Madrid, parmi les conditions posées par les Rifains pour négocier le sort des prisonniers espagnols et éventuellement « une entente hispano-rifaine » fut « la remise de 1000 fusils Mauser, de 25 batteries Schneider et de munitions en quantité considérable ». La demande de cet arsenal militaire aurait été justifiée par la crainte d'une agression française³³.

Quatro : la délimitation des frontières franco-espagnoles.

Dans l'accord franco-espagnol du 3 octobre 1904 et le traité du 27 novembre 1912, la frontière entre les zones des deux pays se présentait ainsi : à l'ouest Loukkos, à l'est l'oued Moulouya jusqu'à la hauteur de sidi Maarouf. Le manque de précision des lignes de démarcation laissa aux deux parties l'occasion de revendiquer de larges bandes de territoires.

La tribu Beni Zeroual faisait partie des territoires litigieux qui divisaient les deux puissances. Les Français estimaient que la tribu dans sa totalité revenait à leur zone ; quant aux Espagnols, ils revendiquaient toute la tribu à l'exception de la fraction Oulad Kacem. Or, dans cette superficie revendiquée par l'Espagne « ... se trouve à tort, à mon avis, englobé Amjot, résidence du Sharif Derqawi. »³⁴ Cette réalité pesa lourd sur les relations franco-rifaines. Car, cette tribu permettait à ces derniers de renforcer leur unité en prélevant des réguliers pour combattre les Espagnols dans le secteur de Tétouan

32. AMG 3H134. Rapport n° 3610 p/m. de l'attaché militaire au ministère de la guerre. Voir aussi, *L'Afrique française* novembre 1924 pp. 612-614.

33. AMG 3H134. *Ibid.* p.6.

34. AAE 506. Dépêche n° 878 Rabat, 13 mai 1925. De Lyautey au ministre des affaires étrangères.

notamment parmi les Béni M'ka qui étaient entièrement soumis à l'autorité du chef rifain.

Le même scénario de l'année passée se répéta avec l'envoi de l'émissaire de la résidence générale française, Abdelaziz Lahlou qui arriva à Ajdir le 18 mars 1925. Lors d'un entretien qu'il eut le même jour avec le beau frère d'Abdelkrim Boujibar ; il fit savoir à celui-ci que les autorités françaises considéraient la tribu Beni Zeroual comme territoire dépendant de la zone française du Protectorat et que, par conséquent, toute action rifaine visant à annexer cette tribu serait considérée comme une « déclaration de guerre » contre la France.

Le lendemain, il fut reçu par M'hamed, le frère d'Abdelkrim, qui lui réitéra la volonté des Rifains de régler le contentieux frontalier avec la France en disant ... « Nous ne désirons pas la guerre avec les Français et nous ne demandons qu'à nous entendre avec eux » tout en rappelant que de nombreuses délégations des Beni Zeroual venaient demander l'appui et l'occupation de leur tribu par les Rifains. Nous étions contents de nommer des caïds même si on peut occuper cette tribu « en deux jours maximum »³⁵.

Quatre jours après, Abdelkrim reçut cet émissaire pour lui confirmer que les paroles de son frère avaient la même portée que les siennes.

Après le retour de l'émissaire à Fès, le caïd Haddou Ben Hammou regagna Taourirt, chargé par Azerkane d'exposer à Gabrielli le contrôleur civil à Taourirt, la nouvelle proposition des dirigeants rifains pour mettre fin au contentieux frontalier, qui consistait à désigner une commission franco-rifaine qui aurait comme tâche de fixer les limites exactes entre les deux zones avant que les autorités françaises procèdent à une quelconque avance³⁶.

Après avoir reçu la réponse du Maréchal Lyautey, Gabrielli fit savoir à Haddou qu'une délimitation officielle ne pourrait avoir lieu en précisant que pour la question des Beni Zeroual, les tribus limitrophes notamment les Beni Ahmed et les Beni Khaled connaissaient parfaitement la ligne qui les séparait de celle – là ; autrement

35. Hubert Jacques, *op. cit.*, pp. 74-75.

36. Gabrielli Léon, *op.cit.*, p 55. Cf. aussi Hubert Jacques, *op. cit.*, p.80.

dit, les autorités françaises n'étaient prêtes à opérer aucune concession aux Rifains pour venir à bout de leurs désaccords.

En guise de conclusion, on peut dire que l'entrée en lice de la France en tant que puissance impérialiste rayonnante dans ce conflit, constitua le prélude d'un déséquilibre profond entre les deux protagonistes malgré les victoires inattendues enregistrées par le mouvement rifain au cours des premiers mois de la confrontation militaire (Avril – Juillet 1925).

Car, dès lors, les deux puissances coloniales en l'occurrence la France et l'Espagne ne tardaient pas à engager des négociations bilatérales qui amenèrent à la conclusion de nombreux traités allant tous dans le sens d'un blocus rigoureux : terrestre et naval et la mise en œuvre d'actions offensives combinées entre leurs deux hauts commandements.

Ce qui aboutit par voie de conséquence à la désagrégation du bloc de la résistance au cours du mois de mai 1926.